L'ABEILLE.

PAR BULLIFT, MAGNE & CIE.
No. 81, Rue Chartres.

PUBLICATION QUOTIDIENNE.....$13 } payable d'avance
DU..... TROIS FOIS PAR SEMAINE, $10 }

NOUVELLE-ORLEANS.
JEUDI MATIN, 17 NOVEMBRE 1842.

POUR PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS:
HENRY CLAY.

CLAY CLUB.

Les membres du Club Clayiste, sont invités à se réunir dans la nouvelle salle sise à l'encoignure de la rue de la Douane et Exchange Place, lundi soir, à 6 heures et demie.

On recommande d'être ponctuel attendu qu'il sera pris des arrangements nécessaires à la réception de M. Clay et qu'on y traitera d'affaires d'importance.

Par ordre du Président.

GEO. C. LAWRASON, } Secrétaires.
W. E DELAVIGNE, }

Le journal que la malle du Nord nous a apportés, ne renferme rien d'intéressant que les nouvelles étrangères. La placeque ces nouvelles occupent dans notre feuille, nous oblige à mettre de côté pour aujourd'hui, quelques articles de politique intérieure.

BUREAUX DE LA SECONDE MUNICIPALITÉ.—Le Conseil de la Seconde Municipalité a adopté dans sa séance de mardi dernier, une resolution accordant un escompte de dix pour cent à toutes les personnes qui payeront d'ici au 10 décembre prochain, en billets de cette municipalité, les taxes de toute nature dont elles seront redevables envers la corporation le premier janvier prochain, et un escompte de cinq pour cent à toutes les personnes qui paieront avant le vingt quatre décembre. Il sera dû pour taxes au premier janvier prochain, la seconde moitié de $112,000.

Cette résolution, nous n'en doutons pas, adoucira quelques jours surtout, enlèvent jusqu'à l'épiderme de ceux qui sont dans la nécessité de s'adresser à eux.

INCENDIE. Nous ne saurions trop répéter aux habitans de cette ville de se méfier des incendiaires. Une bande de ces malfaiteurs a fait élection de domicile dans nos différents quartiers. Avant hier Mr. Jules Permoyez, habitant de la 3e. municipalité, trouva en retirant chez lui un morceau de copeaux, de petites planches, &c. que l'on avait allumé sur le seuil de sa porte de derrière. Fort heureusement Mr. Permoyez arriva chez lui assez à temps pour empêcher un incendie qui l'aurait peut-être complètement ruiné.

LE FEU s'éclate hier soir à minuit et demi, dans la maison louée, en briques, à l'encoignure des rues de la Levée et St-Philippe, occupée par M. Patterson, marchand d'habillemens, et une personne tenant un cafe. Tout l'édifice a été consumé. On dit que le feu a commencé au premier étage au-dessus du café.

ASSASSINAT DE GIUSTA.—Alonzo Yucio accusé d'avoir participé au meurtre dernièrement commis à Giusta sur la personne de McDermott après avoir été examiné pendant trois jours par le juge Dugue, vient d'être renvoyé de l'accusation portée contre lui. Alonzo Yucio a prouvé un alibi.

Il est vraiment extraordinaire que l'on ne puisse pas encore lever un coin du voile obscur qui couvre cet horrible assassinat.

TRAITÉS DE COMMERCE ET D'AMITIÉ PROPOSÉS.—John Payne et Robert Hardie, deux jeunes gens appartenant à une famille respectable, viennent d'être traduits pardevant un tribunal à Washington, et condamnés d'avoir troublé le service divin dans une assemblée de methodistes protestants. Payne a été condamné à $10 d'amende et à dix jours d'emprisonnement, et Hardie à $20 d'amende et à cinq jours d'emprisonnement. Ils avaient déjà subi, tous les deux, dix jours de prison préventive.

Le capitaine Dixon, qui commandait l'expédition qui a hissé le pavillon à la croix, a été nommé au commandement d'un batiment de guerre anglais de 16 canons.

MR. CESSE M. James L. Vaughan de Henry (Fen) a trouvé un procédé très simple pour obtenir de la mélasse de beaux grains de musc.

EUROPE.

ARRIVÉE DU GREAT WESTERN.

Le Great Western, arrivé à New York dans la soirée du courant, nous a apporté des nouvelles d'Europe de trois jours plus récentes que celles du Caledonia. Ces nouvelles n'indiquent aucune modification en Irelande dans l'attitude générale de l'ancien monde; et nous devons nous borner à enregistrer sous la rubrique qui leur convient, les faits de détail que nous fournissent nos journaux français, qui, cette fois, nous sont parvenus régulièrement. Il est cependant un fait général que nous devons constater ici, et qui déjà ressortait clairement des derniers arrivages : c'est l'importance sans cesse croissante que les Etats Unis acquièrent dans l'Ancien Monde. L'Angleterre, la France, l'Allemagne se préoccupent de plus en plus non seulement des mesures commerciales, mais encore des mesures politiques, que prend notre pays. Ces vieux Etats sentent que notre confederation avance graduellement et par une sorte d'impulsion providentielle vers l'influence que lui a promise le plus grand génie des temps modernes. Les Etats-Unis sont destinés a entrer prochainement dans toutes les grandes negociations europeennes.

"Le général Duff Green, dit le Herald de New-York, est revenu par le dernier steamer, il a eu du rapport son séjour en Europe à Londres, Paris et Berlin, ses entrevues avec Sir Robert Peel et avec M. Guizot, et rapporte un plan général de conventions commerciales à conclure entre les Etats-Unis et la Grande Bretagne et la France. Ces conventions seraient basées sur le système de la réciprocité des droits. Le nouveau ne tenne sera sans doute pas propre pour M. Tyler dans son prochain message présidentiel."

Bien que la source d'où ce renseignement émane, ne même pas d'ordinaire grande confiance, il a en lui-même certains caractères d'authenticité qu'on ne peut ni ne doit nier et qui nous ont engagé à le citer. La suggestion qu'il renferme, mérite d'ailleurs d'être prise en considération par nos hommes d'Etat; et lors même que M. Tyler s'en ferait le hérault, ce ne serait pas une raison pour la rejeter.

Tandis que ces ouvertures auxquelles, soit dit en passant, nous n'accordons aucun caractère officiel, avaient lieu à Paris et à Londres, notre ministre à la cour de Prusse en envoyait d'autres plus sérieuses au pied de la dicte du Zoll Verein. Voici ce qu'on lit à ce sujet dans un journal allemand :

"Les négociations que M. Wheaton, envoyé des Etats Unis près la cour de Prusse, a cherché à entamer à Stuttgard avec les plenipotentiaires des Etats de l'Union douanière, pour obtenir pour l'Amérique une diminution des droits d'entrée sur le tabac, sont restées sans résultat. La raison pour laquelle le Congrès n'a pas accepté les propositions de M. Wheaton, doit être cherchée dans le nouveau tarif américain, qui frappe d'un droit très onéreux les produits de l'industrie allemande. Mais ce tarif paraît n'être qu'une menace provisoire, une démonstration commerciale, car, si nous sommes bien informés, M. Wheaton, de retour à Stuttgard et à Berlin, a entamé dans ce point le revers de la médaille des négociations avec le gouvernement prussien."

L'affaire du droit de visite excite toujours un intérêt assez vif et ne laisse pas que de créer sans cesse de nouveaux embarras à M. Guizot. La publication récente d'une lettre adressée, le 20 mai dernier, par lord Aberdeen aux Lords de l'amirauté à l'effet de leur demander de nouvelles instructions pour les croiseurs, revele implicitement, mais d'une façon assez curieuse l'interprétation que donnaient à ce droit, les officiers de la marine anglaise.

"L'avocat de la Reine, dit cette lettre, pense que le blocus de ces côtes, le débarquement et la destruction des bâtimens, l'enlèvement d'individus tenus en esclavage dans des pays avec lesquels l'Angleterre n'est pas en guerre, ne seraient être considérés comme fonctionnés par le droit des gens, n'par les dispositions du traité existant; et qu'en conséquence il serait désirable qu'il passe être de traiter un terme à la traite des noirs, le bien même le plus grand ne saurait être obtenu que par des moyens légitimes .... Je prierai vos seigneuries de considérer qu'il est à désirer que les officiers de la marine de S. M., employés à supprimer la traite des noirs, reçoivent l'ordre de s'abstenir de détruire les comptoirs d'esclaves et d'enlever les individus tenus en esclavage, à moins que la puissance sur le territoire et dans la juridiction de laquelle se trouveront les comptoirs ou les esclaves, n'ait par traité avec l'Angleterre, ou par arrangement formellement écrit avec les officiers anglais, donné pouvoir aux forces navales de S. M. d'agir, ou adopter ces mesures pour la suppression de la traite, et n'en procédant à la destruction d'un comptoir, il s'y trouvait des marchandises ou d'autres propriétés que l'on puisse supposer appartenir à des négocians étrangers, il faut prendre soin de ne pas comprendre ces biens dans la destruction du comptoir.

"Quant au blocus des rivières, il paraît que les termes *blocus* et *bloquer* ont été employés par les officiers de la marine anglaise, faisant allusion à la toute autre pratique de faire stationner des croiseurs en vue des stations faisant la traite, dans le but d'intercepter tous les bâtimens négriers faisant le négoce, contrairement aux traités entre l'Angleterre et les puissances auxquelles appartiennent ces navires.

"Mais comme le terme *blocus*, dans son acception naturelle, s'étend à une interdiction de tout commerce, et réellement à toute communication avec la place bloquée, je prends la liberté d'appeler l'attention de vos seigneuries sur la question de savoir s'il ne conviendrait pas de mettre en garde les officiers de marine de S. M., sous ce rapport, de crainte que par l'usage inconsidéré et répété du terme blocus, l'exercice du droit confié aux officiers anglais pour la suppression de la traite des noirs, ne puisse être quelquefois confondu avec l'exercice très différent du blocus actuel.

Cette publication qui a son prix, ne vaut pas aux yeux de nos confrères du Nord la centième partie de celle des deux volumes que le romancier Charles Dickens vient de faire paraitre sous le titre de: "*Notes sur l'Amérique.*" C'est là pour eux le grand événement apporté par le *Great Western* ! On assure que le livre de Dickens est piquant : nous pourrons en juger; car demain sans doute nous en recevrons une copie, et nous nous empresserons d'en donner quelques extraits à nos lecteurs.

Le Great Western avait à son bord 110 passagers, parmi lesquels se trouvait M. Pageot, qui vient remplacer, à Washington, M. de Bacourt, en qualité de ministre plénipotentiaire. M. Pageot est porteur d'une riche collection de livres et autres ouvrages d'arts et de sciences envoyés par le gouvernement français en échange de ceux qui ont été offerts par le gouvernement des Etats-Unis, par l'entremise de M. Watte-mare.

ANGLETERRE.

L'Angleterre ne nous fournit rien d'intéressant, si ce n'est peut-être la nouvelle de la grossesse de la reine Victoria, "nouvelle qui sera reçue, comme dit en journal anglais, avec le plus cordial plaisir par tout loyal sujet de Sa Majesté Britannique."

— Le grand incendie qui a désolé Liverpool a eu plusieurs recrudescences dans la quinzaine qui l'a suivi. A diverses reprises le feu s'est déclaré parmi les décombres, et des propriétés qui avaient été épargnées par la première catastrophe, ont été consumées. Le 19 octobre, la cloche d'alarme avait encore sonné.

— Cette fois il est assuré dorénavant que le jeune Jones, cette espèce de fou qui s'est rendu quelque peu célèbre en s'introduisant dans le palais de Buckingham, avait été déporté dans l'Australie méridionale. Il paraît qu'il n'en était rien; Jones, dit-on, a été mis à bord du Warspite, qui devait directement aux Etats-Unis, et qui a ramené [illegible] Amherstown en Angleterre. Il n'était fort bien conduit à bord; mais lorsque la police de Londres a été instruite du retour de ce pauvre garçon, elle s'est empressée de le mettre en lieu sûr, afin de garantir la reine des tentatives auxquelles pourrait le pousser sa folie.

FRANCE.

—La *Revue de Paris*, recueil qui n'est pas hostile à M. Guizot, trace un tableau bien triste, et que nous croyons vrai, des irrésolutions du ministère :

"Il y a des membres du conseil, et peut-être sont-ils en majorité, qui auraient du goût pour l'association franco-belge et qui apprécient les bons côtés de cette combinaison; mais des préférences et des velléités ne suffisent pas quand il s'agit de changer les rapports commerciaux et la vie économique d'un pays comme la France. Lorsque les résistances des particuliers paraissent plus haut que l'initiative des hommes d'état, il est difficile de faire croire au triumphe d'une idée qu'une volonté résolue et persévérante pourrait seule le faire accepter. Pendant le séjour que le roi Léopold va faire à Paris, il se convaincra par lui-même qu'il n'y a pas chez nos ministres d'idée vraiment arrêtée pour l'exécution de la mesure : leur pensée flotte encore d'une combinaison à une autre. Tantôt on songe à une alliance commerciale, mais avec des réserves expresses en faveur de nos fers et de nos draps. On a aussi proposé une progression décroissante des droits de douanes, qui commencerait en janvier 1843, pour aboutir à une abolition complète en 1845. Il paîtsure on finira toujours par se trouver en face de la grande question du personnel des douaniers, et il y a là assez de difficultés pour défrayer de nombreuses négociations.

"Est-ce à dire qu'il faille abandonner l'idée de créer une union commerciale entre la France et la Belgique ? Tout au contraire, il faut y insister plus que jamais. Maintenant, le ministère est-il capable de l'énergie et de la persévérance qu'exige l'exécution de cette grande pensée ?"

—Un journal annonçait, il y a environ une semaine, que M. Thiers allait dans huit jours arriver à Paris. Le même journal faisait observer subtilement que ce retour coïncidait avec le retour du Roi, et il satisfait ensuite sa haine systématique contre M. Thiers, par nous ne savons plus quelle ingénieuse hypothèse.

Il n'y avait pas un mot de vrai dans cette nouvelle. Toutefois il n'y a personnes qui connaissent M. Thiers, savent parfaitement qu'il est à Lille, poursuivant avec ardeur ses travaux historiques, et n'ayant jamais songé à revenir à Paris avant le mois de novembre. Cependant, le journal dont nous parlons ne revient pas sur ses dires, et aujourd'hui il publie la nouvelle que M. Thiers est arrivé à Paris. Pour lui épargner des conjectures et des raisonnemens inutiles, nous l'avertissons qu'il est dans l'erreur, que M. Thiers n'est point à Paris, qu'il n'a point dû y venir, et qu'il est encore à Lille, occupé exclusivement à écrire quelque chapitre de l'*Histoire du Consulat et de l'Empire.*

(*Constitutionnel.*)

— Le *National* dit que le bruit d'un changement de ministère s'est répandu hier dans Paris, et qu'il est question d'un cabinet dans lequel on verrait figurer M. Thiers et M. Mole. Nous avons lieu de croire que le bruit dont parle le *National* n'a pas le moindre fondement. Il paraît même que nous avons besoin de nous défendre de toute complicité dans cette invention, car le *Commerce* nous fait dire ce matin que M. Thiers et M. Mole sont d'accord, et que M. Guizot se dégage. Ce qu'il y a de plus étrange dans cette aberration du *Commerce*, c'est qu'à côté de son commentaire infidèle il a placé nos propres expressions, ainsi, l'on n'a qu'à tourner la page pour reconnaître qu'au lieu d'engager le concours de MM. Thiers et Mole au projet d'union commerciale, ce que nous supposons que personne n'a manifesté de faire, nous avons pensé au contraire que ces deux hommes d'état voudraient réserver toute la liberté de leur opinion.

Nous émettons cette conjecture d'autant plus librement, que, si les hommes dont on parle nous faisaient l'honneur de nous consulter, nous ne leur conseillerions pas de s'abstenir. Il y a des circonstances tellement décisives dans la vie des peuples, que tous les citoyens, indépendamment de leurs opinions ou de leurs sympathies, doivent leur concours au pouvoir. L'union commerciale entre la France et la Belgique est une de ces circonstances de cette nature; et voilà pourquoi nous défendons ce projet, au risque de contribuer à donner un succès à M. Guizot, à qui le *Commerce* peut seul nous soupçonner de porter un tendre intérêt. Dans notre opinion, tous les hommes politiques, à quelque degré qu'ils soient placés, qu'ils appartiennent à l'opposition ou au gouvernement, s'honoreraient de travailler à cette grande œuvre. Ce serait peut-être aussi le meilleur calcul. Les ministres du 29 octobre ne pourraient se prévaloir d'un pareil concours sans le payer assez cher, et [illegible] pourrait sous peu [illegible]

(*Courrier Français*)

—On verra de Paris au journal anglais le *Globe* : "Les bases d'une nouvelle convention postale entre la France et l'Angleterre ont été arrêtées. Le gouvernement français consent à réduire son prix au même taux que le port intérieur actuel, et le gouvernement anglais à réduire son taux uniforme (port d'allemagne, Suisse, Belgique, Hollande, Italie, Espagne, Portugal, Turquie, Grèce, Egypte, Amérique, Indes Orientales, Australie, &c.) de 1 sh. 4 d. (actuellement de 20 sous) à 1 sh. (20 sous). Cette unique taxe pesant moins que le quart d'une once entre la France et l'Angleterre, qui coûte aujourd'hui 2 fr. ou 1 shil. 8 deniers anglais sous le nouveau tarif, ne coûtera que 90 centimes ou 1 shil. 4 deniers anglais. La réduction s'appliquera à toutes les lettres en transit pour les Indes et la Méditerranée par la France. Cette nouvelle, que j'ai lieu de croire tout à fait fondée, donnera une grande satisfaction dans les deux pays."

On lit dans un journal du matin les détails suivans dont nous ne garantissons pas l'exactitude :

"Une nouvelle cause de refroidissement entre le cabinet de Madrid et celui des Tuileries vient de rendre problématique et d'ajourner peut-être indéfiniment, le retour en Espagne de M. le comte de Salvandy.

"Il paraît que la légation espagnole à Paris s'est vivement émue de certaines considérations que le ministère français a hasardées relativement aux frais considérables que coûte à la France la garde de don Carlos à Bourges. Ces observations tendaient tout simplement à une mise en demeure, adressée au cabinet de Madrid, pour le règlement d'un compte qui a déjà atteint un chiffre fort élevé et qui s'est beaucoup grossi dans ces derniers temps, par suite des mesures nouvelles de surveillance provoquées par les instances du gouvernement espagnol.

"La régence de Madrid, fort susceptible comme on sait, a pris en très mauvaise part les observations du cabinet français ; elle y a vu même une sorte de manifestation hostile et a formulé ses plaintes avec aigreur. Des notes peu pacifiques ont été échangées, et il fallait en croire des bruits que s'efforcent, dit-on, d'en répandre les chargés d'affaires à Madrid ne fut rappelé. Toutefois, le cabinet des Tuileries ayant donné quelques explications qui ont un peu calmé l'irritation du régent, la rupture qu'on a pu craindre un moment n'a pas éclaté. On a promis de garder encore don Carlos avec toutes les précautions nécessaires, mais à la condition qu'on s'occuperait à Madrid du règlement du compte entre les deux gouvernemens pour les frais de la captivité du prétendant."

(Courrier Français.)

ALGERIE.—On nous écrit d'Alger, le 10 octobre :

"Vous avez que le général Bugeaud est parti le 29 septembre pour faire une expédition contre les tribus soumises à Ben-Salem. il emmène 3 à 4000 hommes, y compris quelques compagnies disciplinaires, et un bataillon que l'on a formé en route avec les hommes des bataillons d'Afrique et des soldats de l'artillerie. L'armée compte beaucoup de malades; il y a 14,000 hommes dans les hôpitaux.

"On a reçu hier des nouvelles du gouverneur. Il écrit de l'Oued-Boufflet, près du fort de Hamza. Nos troupes ont été harcelées par les tribus de Beni-Salem, qui ont été cependant faire leur soumission. Le colonel Lebloud du 66e. de ligne a été tué, à bout portant, par deux Kabyles embusqués derrière un buisson. Il est probable que l'expédition ne tardera pas à rentrer. Nous avons depuis deux jours une pluies qui ne lui permettront pas de rester long-tems dehors.

"Le gouverneur vient de décider que deux villages seraient construits à Kondoura et à Staouëli par le condamnés militaires, sous la direction du colonel Marengo. Il est à souhaiter que cet essai de colonisation soit mieux dirigé que celui d'Aïn-Fouka. M. le général Bugeaud a donné une grande impulsion à la colonisation; nos armes ont acquis sous son autorité un ascendant très décidé. Mais il est impossible de juger aussi favorablement ses mesures administratives. Le temps pris du gouverneur manque de suite et de fixité. La colonisation ne prendra une extension réelle que lorsqu'un plan d'ensemble, proposé par l'administration et accepté par les chambres, aura fixé l'avenir de l'Algérie."

ESPAGNE.

—Le 8 octobre, on a chanté à Madrid un *Te Deum* en commémoration du triomphe remporté l'année dernière sur le mouvement dirigé par le général Diego Leon. La reine, le régent et toutes les autorités y ont assisté.

Un conseil extraordinaire des ministres a été tenu dernièrement sous la présidence du régent. D'après une correspondance de la *Presse*, M. Lopez, chef de l'opposition, a été appelé à assister à ce conseil, dans lequel on a traité l'affaire de l'amnistie politique. On prétend que les bases présentées pour cette mesure, étant trop larges, on n'a pris aucune détermination définitive.

Le ministre de l'intérieur a nommé une commission chargée de récapituler dans une seule loi celles qui régissent en matière de presse.

On écrit de Pampelune que le brigadier Iranets, gouverneur de cette place, et M. Madoz, chef politique, sont mis destitués.

—La *Gazette de Madrid* du 10, publie le décret suivant :

"Art. 1er. Les bénéficiers du décret d'amnistie du 30 novembre 1840 sont étendus à ceux des condamnés qui ont encore dettes dans les présides pour délits antérieurs à cette date.

"Art. 2. Il sera immédiatement saisi à tous les procès encore pendans sur les délits ci-dessus mentionnés.

"Art. 3. Ce qui a été dit dans les deux articles précédens ne s'applique nullement aux délits ordinaires, sur lesquels la justice continue de garder son action.

"Art. 4. Les directeurs de présides et autres établissemens pénitentiaires remettront aux tribunaux respectifs, la liste des individus qui ont droit à la présente amnistie, afin que ce droit soit promptement appliqué."

Le *Corresponsal* fait les réflexions suivantes :

"Quand nous avons lu l'article 1er du décret inséré dans la *Gazette* de ce jour, notre âme s'est livrée à la plus douce émotion. Mais bientôt le papier nous est tombé des mains; il ne s'agissait pas d'une amnistie, mais d'une simple rémission de peine. Il nous est resté un espoir. Peut-être le gouvernement a-t-il pensé qu'une amnistie devait être l'objet d'une loi, comme celle se pratique en France, et non d'un simple décret ? Nous nous sentons consolés par l'espoir que nos sincères désirs de voir la réconciliation s'opérer parmi les Espagnols serait partagé par la majorité des Chambres. Mais s'il en était ainsi, pourquoi le préambule du décret aurait-il gardé un silence absolu sur tous intention de ce genre.

—Si la fête anniversaire d'Isabelle II, n'a été signalée par aucun acte noble, par aucune démonstration de joie, en revanche, dans ce même jour, Mme. la comtesse de Mina aura reçu la grandeur d'Espagne, de fonctions et titre de *camarera mayor*. Le décret n'a point paru dans la *Gaceta*, mais nous savons que la nouvelle camarera a été reconnue comme telle dans le palais.

—On mande de Madrid, 7 octobre :

"Les nouvelles des provinces ne sont pas satisfaisantes. Dans quelques localités, des bandes de factieux, qui se grossissent tous les jours, commettent des désordres, et des propriétés qui avaient été épargnées par la première catastrophe, ont été consumées. Le 19 octobre, la cloche d'alarme avait encore sonné.

—Cette fois il est assuré dorénavant que le jeune Jones, cette espèce de fou qui s'est rendu quelque peu célèbre en s'introduisant dans le palais de Buckingham, avait été déporté dans l'Australie méridionale. Il paraît qu'il n'en était rien; Jones, dit-on, a été mis à bord du Warspite, qui devait directement aux Etats-Unis, et qui a ramené [illegible] Amherstown en Angleterre. Il n'était fort bien conduit à bord; mais lorsque la police de Londres a été instruite du retour de ce pauvre garçon, elle s'est empressée de le mettre en lieu sûr, afin de garantir la reine des tentatives auxquelles pourrait le pousser sa folie.

FRANCE.

—*Le Courrier de Paris*, recueil qui n'est pas hostile à M. Guizot, trace un tableau bien triste, et que nous croyons vrai, des irrésolutions du ministère :

"Il y a des membres du conseil, et peut-être sont-ils en majorité, qui auraient du goût pour l'association franco-belge et qui apprécient les bons côtés de cette combinaison; mais des préférences et des velléités ne suffisent pas quand il s'agit de changer les rapports commerciaux et la vie économique d'un pays comme la France. Lorsque les résistances des particuliers paraissent plus haut que l'initiative des hommes d'état, il est difficile de faire croire au triumphe d'une idée qu'une volonté résolue et persévérante pourrait seule le faire accepter. Pendant le séjour que le roi Léopold va faire à Paris, il se convaincra par lui-même qu'il n'y a pas chez nos ministres d'idée vraiment arrêtée pour l'exécution de la mesure : leur pensée flotte encore d'une combinaison à une autre. Tantôt on songe à une alliance commerciale, mais avec des réserves expresses en faveur de nos fers et de nos draps. On a aussi proposé une progression décroissante des droits de douanes, qui commencerait en janvier 1843, pour aboutir à une abolition complète en 1845. Il paîtsure on finira toujours par se trouver en face de la grande question du personnel des douaniers, et il y a là assez de difficultés pour défrayer de nombreuses négociations.

"Est-ce à dire qu'il faille abandonner l'idée de créer une union commerciale entre la France et la Belgique ? Tout au contraire, il faut y insister plus que jamais. Maintenant, le ministère est-il capable de l'énergie et de la persévérance qu'exige l'exécution de cette grande pensée ?"

—Un journal annonçait, il y a environ une semaine, que M. Thiers allait dans huit jours arriver à Paris. Le même journal faisait observer subtilement que ce retour coïncidait avec le retour du Roi, et il satisfait ensuite sa haine systématique contre M. Thiers, par nous ne savons plus quelle ingénieuse hypothèse.

Il n'y avait pas un mot de vrai dans cette nouvelle. Toutefois il n'y a personnes qui connaissent M. Thiers, savent parfaitement qu'il est à Lille, poursuivant avec ardeur ses travaux historiques, et n'ayant jamais songé à revenir à Paris avant le mois de novembre. Cependant, le journal dont nous parlons ne revient pas sur ses dires, et aujourd'hui il publie la nouvelle que M. Thiers est arrivé à Paris. Pour lui épargner des conjectures et des raisonnemens inutiles, nous l'avertissons qu'il est dans l'erreur, que M. Thiers n'est point à Paris, qu'il n'a point dû y venir, et qu'il est encore à Lille, occupé exclusivement à écrire quelque chapitre de l'*Histoire du Consulat et de l'Empire.*

(*Constitutionnel.*)

— Le *National* dit que le bruit d'un changement de ministère s'est répandu hier dans Paris, et qu'il est question d'un cabinet dans lequel on verrait figurer M. Thiers et M. Molé. Nous avons lieu de croire que le bruit dont parle le *National* n'a pas le moindre fondement. Il paraît même que nous avons besoin de nous défendre de toute complicité dans cette invention, car le *Commerce* nous fait dire ce matin que M. Thiers et M. Molé sont d'accord, et que M. Guizot se dégage. Ce qu'il y a de plus étrange dans cette aberration du *Commerce*, c'est qu'à côté de son commentaire infidèle il a placé nos propres expressions, ainsi, l'on n'a qu'à tourner la page pour reconnaître qu'au lieu d'engager le concours de MM. Thiers et Molé au projet d'union commerciale, ce que nous supposons que personne n'a manifesté de faire, nous avons pensé au contraire que ces deux hommes d'état voudraient réserver toute la liberté de leur opinion.

Nous émettons cette conjecture d'autant plus librement, que, si les hommes dont on parle nous faisaient l'honneur de nous consulter, nous ne leur conseillerions pas de s'abstenir. Il y a des circonstances tellement décisives dans la vie des peuples, que tous les citoyens, indépendamment de leurs opinions ou de leurs sympathies, doivent leur concours au pouvoir. L'union commerciale entre la France et la Belgique est une de ces circonstances de cette nature; et voilà pourquoi nous défendons ce projet, au risque de contribuer à donner un succès à M. Guizot, à qui le *Commerce* peut seul nous soupçonner de porter un tendre intérêt. Dans notre opinion, tous les hommes politiques, à quelque degré qu'ils soient placés, qu'ils appartiennent à l'opposition ou au gouvernement, s'honoreraient de travailler à cette grande œuvre. Ce serait peut-être aussi le meilleur calcul. Les ministres du 29 octobre ne pourraient se prévaloir d'un pareil concours sans le payer assez cher, et [illegible] pourrait sous peu [illegible]

(*Courrier Français*)

—On verra de Paris au journal anglais le *Globe* : "Les bases d'une nouvelle convention postale entre la France et l'Angleterre ont été arrêtées. Le gouvernement français consent à réduire son prix au même taux que le port intérieur actuel, et le gouvernement anglais à réduire son taux uniforme (port d'allemagne, Suisse, Belgique, Hollande, Italie, Espagne, Portugal, Turquie, Grèce, Egypte, Amérique, Indes Orientales, Australie, &c.) de 1 sh. 4 d. (actuellement de 20 sous) à 1 sh. (20 sous). Cette unique taxe pesant moins que le quart d'une once entre la France et l'Angleterre, qui coûte aujourd'hui 2 fr. ou 1 shil. 8 deniers anglais sous le nouveau tarif, ne coûtera que 90 centimes ou 1 shil. 4 deniers anglais. La réduction s'appliquera à toutes les lettres en transit pour les Indes et la Méditerranée par la France. Cette nouvelle, que j'ai lieu de croire tout à fait fondée, donnera une grande satisfaction dans les deux pays."

On lit dans un journal du matin les détails suivans dont nous ne garantissons pas l'exactitude :

"Une nouvelle cause de refroidissement entre le cabinet de Madrid et celui des Tuileries vient de rendre problématique et d'ajourner peut-être indéfiniment, le retour en Espagne de M. le comte de Salvandy.

"Il paraît que la légation espagnole à Paris s'est vivement émue de certaines considérations que le ministère français a hasardées relativement aux frais considérables que coûte à la France la garde de don Carlos à Bourges. Ces observations tendaient tout simplement à une mise en demeure, adressée au cabinet de Madrid, pour le règlement d'un compte qui a déjà atteint un chiffre fort élevé et qui s'est beaucoup grossi dans ces derniers temps, par suite des mesures nouvelles de surveillance provoquées par les instances du gouvernement espagnol.

"La régence de Madrid, fort susceptible comme on sait, a pris en très mauvaise part les observations du cabinet français ; elle y a vu même une sorte de manifestation hostile et a formulé ses plaintes avec aigreur. Des notes peu pacifiques ont été échangées, et il fallait en croire des bruits que s'efforcent, dit-on, d'en répandre les chargés d'affaires à Madrid ne fut rappelé. Toutefois, le cabinet des Tuileries ayant donné quelques explications qui ont un peu calmé l'irritation du régent, la rupture qu'on a pu craindre un moment n'a pas éclaté. On a promis de garder encore don Carlos avec toutes les précautions nécessaires, mais à la condition qu'on s'occuperait à Madrid du règlement du compte entre les deux gouvernemens pour les frais de la captivité du prétendant."

(Courrier Français.)

ALGERIE.—On nous écrit d'Alger, le 10 octobre :

"Vous avez que le général Bugeaud est parti le 29 septembre pour faire une expédition contre les tribus soumises à Ben-Salem. il emmène 3 à 4000 hommes, y compris quelques compagnies disciplinaires, et un bataillon que l'on a formé en route avec les hommes des bataillons d'Afrique et des soldats de l'artillerie. L'armée compte beaucoup de malades; il y a 14,000 hommes dans les hôpitaux.

"On a reçu hier des nouvelles du gouverneur. Il écrit de l'Oued-Boufflet, près du fort de Hamza. Nos troupes ont été harcelées par les tribus de Beni-Salem, qui ont été cependant faire leur soumission. Le colonel Lebloud du 66e. de ligne a été tué, à bout portant, par deux Kabyles embusqués derrière un buisson. Il est probable que l'expédition ne tardera pas à rentrer. Nous avons depuis deux jours une pluies qui ne lui permettront pas de rester long-tems dehors.

"Le gouverneur vient de décider que deux villages seraient construits à Kondoura et à Staouëli par le condamnés militaires, sous la direction du colonel Marengo. Il est à souhaiter que cet essai de colonisation soit mieux dirigé que celui d'Aïn-Fouka. M. le général Bugeaud a donné une grande impulsion à la colonisation; nos armes ont acquis sous son autorité un ascendant très décidé. Mais il est impossible de juger aussi favorablement ses mesures administratives. Le temps pris du gouverneur manque de suite et de fixité. La colonisation ne prendra une extension réelle que lorsqu'un plan d'ensemble, proposé par l'administration et accepté par les chambres, aura fixé l'avenir de l'Algérie."

ESPAGNE.

—Le 8 octobre, on a chanté à Madrid un *Te Deum* en commémoration du triomphe remporté l'année dernière sur le mouvement dirigé par le général Diego Leon. La reine, le régent et toutes les autorités y ont assisté.

Un conseil extraordinaire des ministres a été tenu dernièrement sous la présidence du régent. D'après une correspondance de la *Presse*, M. Lopez, chef de l'opposition, a été appelé à assister à ce conseil, dans lequel on a traité l'affaire de l'amnistie politique. On prétend que les bases présentées pour cette mesure, étant trop larges, on n'a pris aucune détermination définitive.

Le ministre de l'intérieur a nommé une commission chargée de récapituler dans une seule loi celles qui régissent en matière de presse.

On écrit de Pampelune que le brigadier Iranets, gouverneur de cette place, et M. Madoz, chef politique, sont mis destitués.

—La *Gazette de Madrid* du 10, publie le décret suivant :

"Art. 1er. Les bénéficiers du décret d'amnistie du 30 novembre 1840 sont étendus à ceux des condamnés qui ont encore dettes dans les présides pour délits antérieurs à cette date.

"Art. 2. Il sera immédiatement saisi à tous les procès encore pendans sur les délits ci-dessus mentionnés.

"Art. 3. Ce qui a été dit dans les deux articles précédens ne s'applique nullement aux délits ordinaires, sur lesquels la justice continue de garder son action.

"Art. 4. Les directeurs de présides et autres établissemens pénitentiaires remettront aux tribunaux respectifs, la liste des individus qui ont droit à la présente amnistie, afin que ce droit soit promptement appliqué."

Le *Corresponsal* fait les réflexions suivantes :

"Quand nous avons lu l'article 1er du décret inséré

CONSEIL DES MARGUILLIERS.

Séance du 11 novembre 1842.

M. Génois, rapporteur d'un comité nommé à l'effet de voir M. le Rev. S. Leone &c. a soumis au Conseil le rapport suivant :

Le comité chargé de se rendre auprès de M. le Rev. St. Leone, pour le prier de vouloir bien officier à l'Eglise St. Louis, a l'honneur de rapporter qu'il s'est acquitté de son mandat, et que M. l'abbé Leone a informé votre comité qu'il ne pouvait accepter l'invitation qu'il lui était faite de cruaire à officier attendu qu'il a déjà officié à l'Eglise St. Louis, à